

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi après-midi, 11 septembre 2017

Direction de la police et des affaires militaires

**44 2017.RRGR.333 Motion 115-2017 Junker Burkhard (Lyss, PS)
Pas de concentration des sites des centres dans le domaine du droit d'asile**

Réponse commune aux motions 100-2017 et 115-2017

N° de l'intervention: 115-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 02.06.2017
Déposée par: Junker Burkhard (Lyss, PS) (porte-parole)
Schnegg (Lyss, PEV)
Cosignataires: 18
Urgence accordée: Oui 08.06.2017
N° d'ACE: 735/2017 du 5 juillet 2017
Direction: Direction de la police et des affaires militaires

Pas de concentration des sites des centres dans le domaine du droit d'asile

Le Conseil-exécutif est chargé de faire en sorte qu'un deuxième centre fédéral pour requérants d'asile soit proposé à la Confédération en tenant compte de la répartition régionale.

Développement :

Avec le centre de transit de Kappelen, Lyss assume depuis des années une part de responsabilité en matière d'asile. La sécurité, la formation et le travail bénévole ont toujours été assurés par la commune de Lyss ainsi que ses habitants et habitantes. Ce centre de transit est actuellement agrandi et aménagé en centre fédéral pour requérants d'asile.

Il ressort à présent du projet de plan sectoriel du SEM que la construction d'un deuxième centre fédéral pour requérants d'asile est prévue sur le site de la place d'armes et de la caserne de Lyss.

Afin que la commune de Lyss ne doive pas subir seule les conséquences de la présence de deux centres fédéraux pour requérants d'asile, le Conseil-exécutif est chargé de proposer à la Confédération en location ou en vente un bâtiment approprié en dehors de la commune de Lyss et de ses environs immédiats.

On ne voit pas pourquoi, sur la vingtaine de sites potentiels examinés par le Conseil-exécutif, seuls les deux sites de Lyss/Kappelen sont recommandés à la Confédération. Lyss serait le seul endroit en Suisse avec deux centres fédéraux pour requérants d'asile situé à moins de 800 mètres l'un de l'autre.

On peut craindre que la présence de deux centres soit excessive en ce qui concerne l'engagement des bénévoles, qui contribuent déjà grandement à la prise en charge des requérants d'asile, de diverses manières.

Les nuisances qui pourraient être liées à la présence des deux centres prévus dans le canton de Berne ne devraient pas être subies par la population d'une seule commune.

Motivation de l'urgence : le délai de dépôt auprès de la Confédération est fixé au 4 juillet 2017.

**43 2017.RRGR.237 Motion 100-2017 Rudin (Lyss, pvl)
Pas de surcharge pour Lyss dans le domaine de l'asile**

Réponse commune aux motions 100-2017 et 115-2017

N° de l'intervention: 100-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 10.04.2017

Déposée par: Rudin (Lyss, pvl) (porte-parole)
Klopfenstein (Zweisimmen, PLR)
Gnägi (Jens, PBD)
Müller (Orvin, UDC)
Cosignataires: 0
Urgence accordée: Oui 08.06.2017
N° d'ACE: 735/2017 du 5 juillet 2017
Direction: Direction de la police et des affaires militaires

Pas de surcharge pour Lyss dans le domaine de l'asile

Le Conseil-exécutif est chargé d'empêcher que deux centres d'hébergement pour requérants et requérantes d'asile voient le jour à Lyss. En outre, la caserne de Lyss ne devra pas être transformée en centre d'hébergement en cas de départ de l'armée.

Développement :

Depuis des années, Lyss assume sa part de responsabilité dans le domaine de l'asile à travers le centre de transit de Lyss-Kappelen. Toutes les communes du canton de Berne doivent se montrer solidaires, et il n'est pas acceptable que Lyss en supporte une charge disproportionnée. Il faut donc empêcher que Lyss accueille deux centres d'hébergement pour requérants et requérantes d'asile sur son territoire.

En outre, si l'armée devait se retirer, la caserne de Lyss devrait être réaffectée sans pour autant être transformée en centre pour requérants d'asile, car il s'agit d'une zone de développement d'importance stratégique pour cette commune. La caserne se trouve en effet à proximité de la gare, sur l'une des dernières parcelles encore utilisables pour des logements et des entreprises.

Motivation de l'urgence : la consultation sur le projet de Plan sectoriel Asile, concernant les emplacements possibles des centres d'hébergement pour requérants et requérantes d'asile, prend fin le 4 juillet, et le Grand Conseil devrait pouvoir se prononcer le plus rapidement possible.

Réponse commune du Conseil-exécutif

La restructuration du domaine de l'asile est un projet à l'échelle nationale visant, entre autres optimisations, à accélérer les procédures d'asile. Dans cette optique, le territoire suisse sera divisé en six régions, le canton de Berne constituant l'une d'elles.

Conformément aux prescriptions de la Confédération, 630 places devront être créées dans les centres fédéraux de la région bernoise. La recherche de sites appropriés incombe à la Confédération: le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) mène des négociations avec les communes d'implantation potentielles.

L'un de ces centres s'est installé en ville de Berne, dans les bâtiments de l'ancien hôpital Ziegler; il y restera jusqu'à la fin de l'année 2023. Le SEM envisage d'en implanter un autre sur le territoire de la commune de Kappelen à partir de 2019 : ce second centre fédéral sera appelé à remplacer l'actuel centre cantonal de la commune.

Le Conseil-exécutif prend les inquiétudes des auteurs des motions et de la commune de Lyss au sérieux et les renvoie à la réponse qu'il a adressée à la Confédération dans le cadre de la consultation sur le plan sectoriel Asile : il avait alors exprimé des doutes quant à la réaffectation de la caserne de Lyss et demandé la suppression de la fiche d'objet BE-3 Lyss. Partant, il propose l'adoption et le classement de la motion 100-2017.

Sur la base des informations dont il dispose actuellement, le Conseil-exécutif estime que la création d'un centre de grande taille dans la commune de Kappelen est une option envisageable. Compte tenu du mécanisme de compensation dans l'attribution des requérants d'asile, il est dans l'intérêt du canton de Berne que la Confédération puisse exploiter des centres fédéraux dans la région bernoise sans délai ni interruption. Or, si le Conseil-exécutif proposait maintenant de nouveaux sites au SEM dans d'autres régions du canton – alors que l'évaluation des sites d'implantation potentiels est terminée – et que la Confédération entrait en matière, le projet prendrait un retard considérable. Dès lors, le Conseil-exécutif préfère tabler sur un centre de grande taille dans la commune de Kappelen plutôt que sur un lieu qui n'a pas encore été envisagé. Cette intention allant partiellement dans le sens de la motion 115-2017, il en propose le rejet.

Proposition du Conseil-exécutif:

Motion 100-2017

Adoption et classement

Motion 115-2017

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

Délibération groupée

La présidente. Wir werden die Motionen von Traktandum 43 und Traktandum 44 gemeinsam beraten. Zuerst gebe ich dem Motionär der ersten Motion das Wort.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Lassen Sie mich zuerst einmal etwas über die Ausgangslage sagen. Niemand von Ihnen kennt Lyss so gut wie ich, da ich schon mein ganzes Leben dort wohne. Es geht um Folgendes: Es stand die Frage im Raum, ob wir in Lyss zwei Asylzentren bekommen oder nicht. Das eine befindet sich hinten auf dem Boden der Gemeinde Kappelen, aber eigentlich in Lyss, nämlich in unserem Industriegebiet. Dort steht bereits seit längerem ein Durchgangszentrum. Beim Zweiten wurde diskutiert, ob es dort eingerichtet werden soll, wo sich heute die Armee befindet, nämlich auf dem Kasernenareal. Das Kasernenareal ist in 2 Minuten zu Fuss vom Bahnhof her zu erreichen und ist eigentlich städtebaulich ein Filetstück. Man könnte es allenfalls brauchen, falls sich Lyss einmal weiterentwickeln wollte und sich die Armee tatsächlich einmal zurückziehen sollte. Die Grünliberalen in Lyss und in Bern haben das Thema diskutiert und kamen zum Schluss, dass wir dieses städtebauliche Filetstück nicht für ein Asylzentrum verwenden möchten. Aber wir sind durchaus bereit, innerhalb des Industriegebiets einen weiteren Ausbau zu machen. Was heisst das jetzt in Bezug auf die beiden Motionen? Wir sehen es eigentlich sehr ähnlich wie die Regierung: Die von uns zusammen mit den Bürgerlichen eingereichte Motion nehmen wir an, aber diejenige, die von Grossrätin Junker eingereicht worden ist, lehnen wir ab und zwar aus folgendem Grund: Die Grünliberalen sehen durchaus eine Möglichkeit, im Industriegebiet einen Ausbau zu machen, wenn wir die Möglichkeit hätten, etwas für uns in Lyss herauszuholen. Ich denke da an die Zulieferer und so weiter und so fort.

Noch eine kleine Anekdote: Am 30. Mai 2016 machte ich zusammen mit Margrit Junker Burkhard eine kleine Anfrage. Ich fragte den Regierungsrat, ob er in Lyss zwei Asylzentren einrichten wolle. Die Anfrage wurde wie folgt beantwortet: «Zurzeit ist noch keine Absichtserklärung unterzeichnet worden» und so weiter. Eigentlich hätten wir uns also die ganze Debatte sparen können, wenn der Regierungsrat im Mai 2016 die Situation klar dargelegt hätte. So wäre auch keine dringliche Anfrage nötig gewesen. Nur so viel zum Thema Kosteneffizienz.

Herr Käser, ich möchte von Ihnen ganz klar hören, dass es in Lyss nicht zwei Asylzentren geben wird, und dass nicht eines auf dem Kasernenareal eingerichtet wird. Wenn Sie das so sagen können, werde ich die Abschreibung nicht bestreiten. Wenn Sie aber etwas sagen, das so halbherzig daherkommt wie damals im Mai 2016, werde ich verlangen, dass die Motion nicht abgeschrieben wird. Ich fasse zusammen: Wir sehen es zurzeit wie die Regierung, aber ich höre noch Herrn Käser genauer zu. Dann werde ich entscheiden, ob wir die Motion abschreiben lassen oder nicht.

La présidente. Wir kommen zur Motion von Grossrätin Junker Burkhard.

Margrit Junker Burkhard, Lyss (PS). Wir danken für die Beantwortung unserer Motion, sind allerdings mit dem Antrag nicht einverstanden. Die Begründung, wonach neue bisher ungeprüfte Standortvorschläge beträchtliche Projektverzögerungen zur Folge haben, ist für uns nicht nachvollziehbar. Zudem sind wir doch erstaunt, dass offenbar 20 Standorte – wo auch immer, das wurde nie kommuniziert – geprüft wurden und alle sich nicht geeignet haben sollen. Seitens der Berner Regierung wird klar als Planungsvorgabe vorausgesetzt, dass das Zieglerspital auf 2023 hin als Bundesasylzentrum geschlossen wird. Wird beim Zieglerspital auch über Vertragsverlängerungen diskutiert ohne dass jemand davon weiss?

Sollte das Zieglerspital ab 2024 nicht mehr zur Verfügung stehen, muss es doch möglich sein, in den nächsten Jahren einen weiteren Standort zu finden mit genügend Zeit, um eventuelle baulichen Anpassungen zu machen. Wir vermuten, der Regierungsrat nehme in Kauf, dass das gesamte Bundesasylzentrum in Lyss/Kappelen realisiert wird. Die Gemeinden Kappelen und Lyss werden damit aber nicht einverstanden sein. Die Menschen vom bisherigen Durchgangszentrum halten sich ausnahmslos in Lyss auf, die Gemeinde Kappelen liegt viel zu abgelegen. Eine Gruppe von freiwilligen Helfenden hat in den letzten zehn bis zwölf Jahren grossartige Arbeit geleistet und wird dies auch künftig tun. Allerdings kann dies bei einer Belegung in der Grössenordnung von bis zu 650

Menschen kaum mehr gewährleistet werden. Seit Jahren beherbergen wir in Lyss Menschen auch in Zelten, worüber ja auch in der Presse berichtet wurde. Wir wissen also, dass das Zusammenleben mit 300 bis 350 Menschen machbar ist. Deshalb befürwortet der Gemeinderat Lyss auch den Betrieb eines Bundesasylzentrums, und die Bevölkerung ist grossmehrheitlich einverstanden. Sollte aber ein Bundesasylzentrum mit einer Belegung bis 650 Menschen realisiert werden, wird das mit Sicherheit nicht verstanden, weder von der Politik noch von der Bevölkerung. Wir befürchten, dass die positive Haltung der Bevölkerung kippt und die Akzeptanz der Menschen im Zentrum verloren geht. Irgendwie entsteht bei uns in Lyss das Gefühl, wir hätten den kleinen Finger gegeben, und nun wolle man die ganze Hand.

Wir halten im Moment noch an der Motion fest und verlangen, dass der Kanton einen weiteren Standort für ein zweites Bundesasylzentrum sucht, unter dem Aspekt der regionalen Verteilung von Zentren. Vielen Dank für Ihre Unterstützung und Ihre Aufmerksamkeit.

La présidente. Wir kommen zu den Fraktionssprechern.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Den ersten Vorstoss habe ich ja mit Herrn Rudin zusammen mitunterzeichnet. Die Antwort der Regierung ist befriedigend und wir danken dafür. Man kann den Vorstoss abschreiben, da die Streichung im sogenannten Objektblatt beantragt worden ist, und was will man mehr? Bisher wurde noch kein Abschreibungsantrag gestellt und man will einmal hören, was der Polizeidirektor sagt, aber für uns Freisinnige kann man diese Motion annehmen und abschreiben.

Etwas komplizierter ist es beim Vorstoss Junker. Er ist etwas konturlos und unklar und man wusste nicht genau, was mit dem Vorstoss erreicht werden soll. Die Antwort der Regierung ist für uns überzeugend. Wir verfügen bisher über zwei Bundesasylzentren, das Zieglerspital und Kappelen. Es ist für uns unklug, die Regierung vorab zu beauftragen, eine neue Variante zu suchen. Regierungsrat Käser wird sicher noch seine Beantwortung auf Seite 3 unten erläutern. Beim Vorstoss Junker ist die Begründung auf Seite 2 unten etwas erstaunlich. Jetzt sagt die linke Seite auf einmal, die Asylzentren und das Asylwesen seien eine Belastung für die Bevölkerung. Das sind von linker Seite ganz neue Töne. Auf einmal ist von einer Last die Rede. Bisher durfte man das Asylwesen kaum hinterfragen und die Ängste wurden kaum ernst genommen. Wenn Thomas Fuchs diesen Satz geschrieben hätte oder ich, wären wir als Rassisten oder zumindest als Ewiggestrige bezeichnet worden. Bisher war doch immer die Rede davon, das Asylwesen sei eine Bereicherung für die Gesellschaft. Es würden uns dadurch die Augen geöffnet und das tue uns gut. Aber jetzt findet offenbar auf linker Seite ein Umdenken statt, ein Weg zur Besserung. Aber nur deswegen, weil man sich in Lyss im Wahlkampf befindet und offenbar feststellt, dass die Invasion von «iPhone-Eritreern» bei der Bevölkerung auch nicht immer auf Gegenliebe stösst. Das kurz ein Exkurs, den ich machen musste, weil doch in der Regel andere Töne herrschen. Deshalb wissen wir nicht ganz, was mit diesem Vorstoss gemeint ist. Daher lehnen wir die Motion Junker ab. Allenfalls wird sie ja in ein Postulat gewandelt, aber wie gesagt, der Freisinn kann den Vorstoss Junker nicht unterstützen, stimmt aber dem ersten Vorstoss zu.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Herr Klopfenstein hat offenbar eine sehr selektive Wahrnehmung. Ich habe die Worte von Frau Junker nicht so verstanden wie er das verstanden haben möchte. Aber ich komme jetzt zu meiner Rede: Die Grünen folgen dem Regierungsrat und werden den ersten Vorstoss, der kein zweites Zentrum im Asylbereich in Lyss möchte, annehmen und abschreiben. Wie der Regierungsrat in seiner Antwort erwähnt und wie es auch in der Öffentlichkeit bekannt ist, entsteht kein zweites Zentrum in Lyss. Somit ist die Angelegenheit erledigt und kann abgeschlossen werden. Grundsätzlich sind die Grünen auch nicht für Grosszentren im Asylbereich. Entsprechend heissen wir auch die Konzentration von Asylunterkünften in einer Region nicht gut. Deshalb haben wir uns gegen Bundeszentren gestellt. Nun ist es die Realität, dass Bundeszentren entstehen und je mehrere hundert Asylsuchende beherbergen. Geeignete Gebäude für die Bundeszentren zu finden ist nicht immer einfach. Mit der Annahme des zweiten Vorstosses, der auch in der Nachbargemeinde Kappelen keine grosse Flüchtlingsunterkunft verlangt, wird der Spielraum für die zuständigen Behörden sehr eng gesetzt. Zurzeit ist die Zahl der neu ankommenden Schutzsuchenden nicht so hoch. Es kann aber sein, dass die Zahl der Asylsuchenden in kürzester Zeit wieder rasant ansteigt. Deshalb muss man schnell reagieren und neue Standorte suchen. Die Behörden können in solchen Ausnahmesituationen geeignete Standorte suchen. Mit den Forderungen des zweiten Vorstosses wird der Spielraum für die Behörden jedoch auch in diesen Ausnahmesituatio-

nen sehr eingeengt. Deshalb lehnen die Grünen den zweiten Vorstoss ab, wie der Regierungsrat dies für die zweite Motion empfiehlt. Der Handlungsspielraum der Behörden muss in diesem heiklen Bereich offenbleiben. Ein Teil unserer FraktionskollegInnen kann den zweiten Vorstoss als Postulat unterstützen, um den Regierungsrat darauf hinzuweisen, dass Bundeszentren möglichst klein sein sollten, zum Beispiel mit 300 Personen und nicht mit 600. Dies um die Zahl der Asylsuchenden in einem Bundeszentrum möglichst klein zu halten. Daher ist in diesem Fall ein Bundeszentrum in Kappelen vertretbar. Zusammengefasst ist noch einmal festzuhalten: Die grüne Fraktion nimmt die erste Motion an und schreibt sie ab und die zweite Motion lehnt sie ab.

Peter Siegenthaler, Thoune (PS). Lieber Hubert Klopfenstein, ich merke es schon jetzt: Du wirst mir fehlen, wenn du einmal nicht mehr im Rat sitzt, und ich dann vielleicht auch nicht mehr, wir werden sehen. Ich habe bisher immer gemeint, ein Teil der geistigen Elite dieses Ratssaals komme aus dieser Ecke, und jetzt sagt Hubert Klopfenstein, er habe nicht begriffen, was Frau Junker mit ihrem Vorstoss will. Ich meine, ich hätte das noch einigermaßen begriffen. Sie hat nämlich geschrieben, der Regierungsrat soll beauftragt werden, beim Bund dafür zu sorgen, dass ein zweites Bundesasylzentrum unter dem Aspekt der regionalen Verteilung dieser Zentren angeboten wird. Ich weiss nicht, ob man da sehr stark darüber nachdenken muss, um herauszufinden, was damit gemeint ist. Dies nur als Vorbemerkung.

Eigentlich wollte ich nicht so anfangen, sondern ganz anders, nämlich so: Wir haben vor anderthalb Jahren in diesem Saal die Herausforderungen im Asylbereich äusserst kontrovers diskutiert. Die Wogen gingen hoch. Wenn ich jetzt in den Saal schaue, komme ich zum Schluss, dass sich die Wogen mittlerweile geglättet haben, andere Themen wurden wichtiger oder gelangten in der Traktandenliste weiter nach oben als die Asylfrage. Wir stellten damals alles andere als Einigkeit fest bei der Frage, wie wir diesen Herausforderungen begegnen müssen. Die Themen wurden äusserst kontrovers und auch emotional diskutiert. Es gab sogar eine überparteiliche Gruppe, nicht wahr, Hubert Klopfenstein, die sich dieses Themas angenommen hat. Und wir haben versucht, Konsenslösungen zu finden, was leider misslang. Wir wollten damit auch Blockaden zwischen den Blöcken aufweichen, was aber nicht gelang. Die Arbeitsgruppe schlief ein, sie existiert nicht mehr, was ich selber ausserordentlich bedaure. Jetzt sind also rund anderthalb Jahre vergangen, seit wir vor diesen grössten Herausforderungen gestanden haben. Der Zustrom der Asylsuchenden hat sich dramatisch verändert, nämlich nach unten, und die politische Aktivität bei diesem Thema ist nicht gerade bei null angekommen, aber doch deutlich in den Hintergrund gerückt. Ob das von Dauer ist, kann ich nicht abschätzen, das kann niemand in diesem Saal. Gestern konnte man eine Aussage von Staatssekretär Gattiker vom Staatssekretariat für Migration lesen, wonach es nicht ausgeschlossen sei, dass wir bereits in kurzer Zeit wieder mit ganz anderen Zahlen von Asylsuchenden konfrontiert sein werden als dies im Moment der Fall sei. Vor anderthalb Jahren wurde hier im Saal dem zuständigen Polizei- und Militärdirektor aus dem Kanton, aber auch seitens der Eidgenossenschaft der Vorwurf gemacht, es werde nicht geplant, man habe keine Ahnung was man wolle und es würde nur von Tag zu Tag entschieden. Jetzt hat man diese Zeit der relativen Ruhe dazu genutzt, um doch recht aktiv zu sein und sich dieses Problems und den Herausforderungen anzunehmen. Die eingereichten Vorstösse sind ein Teil der Bestrebungen, die jetzt eben wahrgenommen werden müssen.

Man hat aber bereits vor anderthalb Jahren festgestellt – soviel zum Lernprozess der Linken, Hubert Klopfenstein –, dass eine zu grosse Konzentration von Asylsuchenden an einem Standort nicht so gut ist. Wir müssen dafür sorgen, dass sie regional und möglichst richtig und gerecht verteilt werden können, denn es ist nicht nur eine Bereicherung, sondern kann auch eine Belastung sein. Das haben wir immer gesagt. Die meisten von uns haben nie anders argumentiert. Deshalb hängt das Gelingen dieser Bestrebungen nach Integration mit der Akzeptanz zusammen, wie wir die Leute im Asylbereich unter anderem auch bei ihrer Ankunft hier unterbringen können. Insofern möchte ich dem Polizei- und Militärdirektor sehr herzlich danken dafür, dass alles, was jetzt in die Richtung der Neustrukturierung im Asylbereich geht, unseren Vorstellungen entspricht. Und die neue Asylpolitik Bern ist eines dieser Schlag- und Stichworte dazu.

Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird beiden Vorstössen, in welcher Form sie dann letztendlich auch überwiesen oder gewandelt werden, zustimmen. Unterschiede zwischen den beiden Vorstössen sind nur schwer erkennbar. Vielleicht wird uns Herr Käser diese noch näher erläutern. Aber wir bitten Sie, beide Vorstösse gleich, sei es als Motion oder als Postulat, gutzuheissen. Die Abschreibung machen wir wie Herr Rudin vom Votum von Herrn Käser abhängig.

Jan Gnägi, Jens (PBD). In Zusammenhang mit den beiden Motionen betreffend Asylzentrum in Lyss kann man viel von Solidarität sprechen, und zwar von Solidarität aus den verschiedensten Blickwinkeln betrachtet. Lyss ist seit Jahren solidarisch und partnerschaftlich unterwegs. Lyss und auch die Gemeinde Kappelen nehmen seit Jahren mit dem Durchgangszentrum Verantwortung wahr und unterstützen damit den Kanton im Bereich des Asylwesens. Ebenfalls solidarisch zeigt sich die Bevölkerung von Lyss und der umliegenden Gemeinden, indem sie das Durchgangszentrum akzeptiert, zum Teil sogar begrüsst und sich auch bewusst ist, dass die Unterbringungsaufgaben nur dann gestemmt werden können, wenn alle mithelfen und die damit verbundene Last gerecht verteilt wird. Nun soll das Durchgangszentrum zu einem Bundesasylzentrum mit 270 Plätzen ungenutzt werden, was eine Zunahme der Belastung bedeutet. Aber auch hier hat Lyss die Hand gereicht, ist bereit, mitzumachen und zeigt sich ein weiteres Mal solidarisch. Die Pläne des Bundes, die Lysser Militärkaserne mit weiteren 350 Plätzen zu einem zweiten Bundesasylzentrum um zu nutzen, sind jedoch definitiv des Guten zu viel. Es ist unverständlich, warum der Bund einer Gemeinde eine solche Doppelbelastung aufhalsen will und damit die Anliegen eines wichtigen Wirtschafts- und Entwicklungsstandorts im Seeland weitgehend ignoriert. Die Gemeinde Lyss wehrt sich mit Recht dagegen und erhält dabei auch die Unterstützung der BDP-Fraktion. Die Lysser fordern jetzt eben auch Solidarität ein und zwar vom Regierungsrat und auch von uns Grossrätinnen und Grossräten.

Der Regierungsrat will die Motion Rudin annehmen und abschreiben. Er hat sich im Vernehmlassungsverfahren des Bundes ablehnend gegenüber zwei Zentren in Lyss ausgesprochen, was wir begrüssen. Der Bundesrat entscheidet erst Ende Jahr und dieses Thema ist bis dahin noch nicht vom Tisch. Michel Rudin hat jetzt die Möglichkeit der Abschreibung abhängig gemacht von den Ausführungen des Polizei- und Militärdirektors. Die BDP-Fraktion würde auf jeden Fall mithelfen, die Abschreibung zu bestreiten. Wir erwarten vom Regierungsrat weiterhin Unterstützung.

Und genau diese vermissen wir bei der Motion Junker. Sie will den Regierungsrat beauftragen, zusammen mit dem Bund einen anderen Standort für das zweite Bundesasylzentrum zu suchen. Es kann auch nicht sein, dass der Bund zwar auf ein zweites Zentrum in Lyss verzichtet, dafür aber das erste Zentrum auf dem Kappelerboden derart vergrössert, dass dann trotzdem alle Plätze auf Lyss fallen. Margrit hat es gesagt: Man gibt den kleinen Finger, und dann wird einem die ganze Hand genommen. Genau das befürchten wir, wenn wir mit dem Bund nicht nach Alternativen suchen. Die Gemeinde Lyss hat vergangene Woche eine Medienmitteilung veröffentlicht, und wenn man diese liest, merkt man, wie sie die Solidarität des Kantons vermisst. Der Regierungsrat lehnt es ab, weitere Standorte überhaupt in Betracht zu ziehen, weil scheinbar die Zeit nicht ausreicht. Wir sprechen hier aber von einem Asylzentrum, dass der Bund ab 2025 nutzen will. Die Zeit sollte also ausreichen, insbesondere wenn der Regierungsrat zuerst von 20 möglichen Standorten gesprochen hat. Ich finde, es ist nicht möglich, dass davon nur Lyss/Kappelen in Frage kommt. Ich sage es noch einmal: Die Gemeinde Lyss und die Lysser Bevölkerung haben jahrelang Solidarität gezeigt, zeigen wir diese jetzt auch und nehmen wir die beiden Motionen an.

Christine Schnegg, Lyss (PEV). Als Lysserin und Mitmotionärin der zweiten Motion in dieser Angelegenheit vertrete ich hier gleichzeitig auch die Haltung der EVP-Fraktion. Wir danken dem Regierungsrat für die Antwort im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens zum Sachplan Asyl des Bundes. In dieser Antwort teilt der Regierungsrat die Forderung der beiden Motionen, von einem zweiten Zentrum in Lyss abzusehen. Deshalb sind wir auch mit der Annahme und Abschreibung der ersten Motion einverstanden.

Nicht einverstanden sind wir mit der Antwort auf die Motion, die Margrit Junker und ich eingereicht haben. Auch die Fraktion EVP kann nicht nachvollziehen, was der Regierungsrat mit der Haltung bezweckt, dem Bund keine weiteren Standorte für ein zweites Zentrum in einer andern Region im Kanton Bern vorzuschlagen, und zwar möglichst ausserhalb des Seelandes. Die Gemeinde Lyss trägt bereits jetzt den Plan mit, auf Kappeler Boden das jetzt bestehende Durchgangszentrum bis 2019 in ein Bundesasylzentrum zu vergrössern, und zwar auf etwa das Doppelte, nämlich etwa auf 300 Bewohnende. Aber es wird schwierig, wenn die Absicht besteht, das Zentrum so gross zu konzipieren, dass etwa 630 Asylsuchende darin Platz hätten. Wir sind der Meinung, dass es der Sache nicht dient und eine grosse Opposition sowohl in der Bevölkerung, wie auch bei den politischen Gremien hervorrufen könnte. Als Lysserin kenne ich das hohe Engagement und die Akzeptanz der Freiwilligen, die sich bereits jetzt im Durchgangszentrum für die Menschen dort einsetzen. Dieses Engagement und immer auch die Akzeptanz im Dorf dürfen auf keinen Fall überstrapaziert und aufs Spiel gesetzt werden. Wir fürchten zudem auch, dass die Organisation und der Betrieb eines Bun-

desasylzentrums von solcher Grösse schwierig würden, wenn man bedenkt, dass dort Menschen, die aus den verschiedensten Kulturen, mit schwieriger Vergangenheit und zum Teil ungewisser Zukunft in einem grossen Zentrum zusammen untergebracht würden.

Der Regierungsrat hätte aus Sicht der Fraktion EVP genügend Zeit, dem Bund andere Standorte vorzuschlagen, wenn ja das Zentrum im Zieglerspital erst 2023 geschlossen wird. Abgesehen davon würde uns auch interessieren, weshalb dieser Vertrag nicht verlängert werden kann und das Bundesasylzentrum nicht dort in der Stadt Bern bleiben könnte. Aus diesen Gründen bitte ich Sie, auch die zweite Motion zu überweisen.

Werner Moser, Landiswil (UDC). Ich spreche zuerst zur Motion von Traktandum 43, Rudin. Die SVP-Fraktion ist mit dem Motionär einverstanden, dass Lyss und Umgebung die Verantwortung im Asylbereich mit dem Durchgangszentrum auf Kappeler Boden seit Jahren wahrnimmt. Wir wollen keine Konzentration von Asylsuchenden, deshalb keine Erweiterung und auch keinen neuen Standort in der Region Lyss. Ebenso klar ist: Bei einem allfälligen Abzug des Militärs aus der Lysser Kaserne lehnt die SVP eine Umnutzung für Asylbewerber ab. Aus diesen Gründen werden wir diese Motion einstimmig annehmen und wir würden auch mithelfen, wenn die Abschreibung bestritten würde.

Zu der Motion der Kolleginnen Junker und Schnegg: Auch hier wird eine Konzentration von Asylzentren in der Region Lyss und Umgebung befürchtet, dies aber nur in der Begründung und nicht im eigentlichen Text der Motion. Wie bereits bezüglich der zuvor genannten Motion begründet, ist die SVP gegen den Ausbau von Standorten in der Gemeinde Kappelen. Somit wären wir mit den Motionärinnen einverstanden. Jetzt stellen sie aber die Forderung, dass der Regierungsrat dem Bund ein zweites Asylzentrum anbieten soll. Das wird von der SVP-Fraktion aus folgenden Gründen abgelehnt: Bis im Jahr 2023 wird mit dem ehemaligen Zieglerspital ein Bundesasylzentrum geführt. Wir hören aber tagtäglich, dass die Asylzahlen abnehmen, was erfreulich ist, und deshalb sind wir gegen weitere Angebote von Asylzentren. Das könnte sogar aufgrund der guten elektronischen Vernetzung der Asylannten zu Fehlanreizen führen, und das wollen wir sicher nicht. Der Kanton nimmt aus unserer Sicht im Asylbereich die Verpflichtung mit dem Zieglerspital bis 2023 und mit dem bestehenden Durchgangszentrum in Kappelen klar wahr, und damit haben wir unsere Anforderungen erfüllt. Aus diesem Grund lehnen wir diese Motion ab. Die Motion Rudin nehmen wir also an und wenn keine vollständige Klärung vorliegt, bestreiten wir deren Abschreibung. Die Motion Traktandum 44 werden wir grossmehrheitlich ablehnen.

Ernst Tanner, Ranflüh (UDF). Die EDU-Fraktion stimmt der Motion Rudin zu. Das bestehende Asylzentrum in Kappelen soll geschlossen werden, wenn das Bundeszentrum eröffnet wird. Die Motion Junker wollen wir nicht unterstützen. Wenn immer mehr Asylannten kommen, brauchen wir ein solches Bundeszentrum. Aber wir sehen nicht ein, warum 2019 ein Bundeszentrum bereit sein muss, wenn ja diese Frist bis 2023 besteht. Also: Wir stimmen der Motion Rudin zu und schreiben sie möglicherweise ab. Die Motion Junker lehnen wir ab.

La présidente. Wir kommen zu den Einzelsprechern.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Vor noch nicht ganz so langer Zeit gab es einen Bundesrat, der ungefähr 10 km weit weg vom Seeland wohnte. Er sagte: «Freude herrscht». Diese Worte wurden in der Bevölkerung verankert und jeder wusste, dass es sich dabei um einen Bundesrat handelte, der standfest ist und zum Volk steht. Wenn man sich heute in Lyss umhört, merkt man, es herrscht Angst, also genau das Gegenteil. Warum herrscht Angst? Weil Lyss bisher, wie Jan Gnägi und Peter Siegenthaler gesagt haben, bereit war, ohne Wenn und Aber die Aufgaben im Asylwesen zu tragen. Lyss ist ein starker Wirtschaftsstandort im Seeland, auf den wir als Seeländer stolz sind, ich ganz besonders. Ich habe mit Lyss sehr enge Verbindungen, ich bin Präsident des Lyssbachverbandes und habe 2007 zusammen mit der Baudirektorin Barbara Egger mitgeholfen, Lyss aus dem Hochwasser herauszuführen. Damals war man der Meinung, es könne ja nicht sein, dass aufgrund eines Hochwassers innerhalb von drei Monaten Schäden in der Höhe von 100 Mio. Franken auftreten. Man hat dann Lyss geholfen, aus dem Dreck rauszukommen und plötzlich sieht man, dass – ich möchte nicht von Dreck sprechen, aber dass wieder eine Belastung auf Lyss zukommt, die untragbar ist. Das sage ich hier laut und deutlich. Ich betrachte das nicht als Wahlkampfgeplänkel, sondern ich erachte es als sehr real, was hier in der Motion Junker geschrieben wurde. Die Motion Junker will ein zweites Zentrum in Lyss verhindern, sei es in der Kaserne oder sei es als Aufdatie-

rung des Asylzentrums in Kappelen. Es kann nicht sein, dass man alle Wünsche des Bundes hier erfüllt und alle 630 Asylanten im Bundeszentrum in Kappelen unterbringt. Ich bitte Sie als Grossräte zu demonstrieren, dass Sie hier solidarisch mit der Linken und solidarisch mit dem Seeland sind. Ich hoffe, Sie können diesen Worten folgen und den beiden Motionen Rudin und Junker zustimmen.

Donat Schneider, Diessbach b. Büren (UDC). Ich gehöre der SVP-Sektion Lyss-Busswil an, weshalb ich mich verpflichtet fühle, hier auch noch ein paar Dinge darzulegen. Kurz nachdem bekannt wurde, dass auf dem Waffenplatz Lyss ein Bundesasylzentrum realisiert werden soll, gingen unsere Mitglieder auf die Strasse. Wir sammelten Unterschriften und reichten eine Petition ein mit über 1800 Unterschriften und zwar adressiert an das SEM, also an die eidgenössische Ebene, dort wo die Petition eben hingehört. Insofern haben wir also kaum eine Differenz zu unseren Vorrednern, insbesondere zur ersten Motion. Die bestehenden Pläne, wie sie auch in der Antwort auf die Motion Junker und Schnegg dargelegt werden, nämlich das Aufstocken des kantonalen Asylzentrums, lehnen wir klipp und klar ab, das wollen wir nicht. Wir haben zu Michel Rudin eine grosse Differenz. Er kandidiert ja als Gemeindepräsident und da wäre ich also sehr gespannt, wie er das den Lyssern erklären würde, wenn er tatsächlich Gemeindepräsident würde. Wenn er es ihnen so erklären würde, wie er es hier erklärt, gehe ich davon aus, dass er nicht lange Gemeindepräsident bleiben würde.

Ich bin ganz sicher, dass das Volk eine Aufstockung nicht schlucken würde, es wäre ja die Rede von 600 oder sogar 800 Asylsuchenden. Wir lehnen das ganz klar ab und ich werde der Motion Junker und Schnegg nicht zustimmen. Ich will nicht, dass man einfach «dr Schnägg öpper anderem i Sack stoost». Das wäre, als ob wir sagen würden: Wir wollen das nicht, macht es an einem anderen Ort. Grossrat Werner Moser hat aus unserer Sicht eine Lagebeurteilung gemacht und wir sind der Meinung, dass es dieses Zentrum nicht braucht. Ich bin bereit, sofort eine Motion einzureichen, in der wir Wort halten und die Aufstockung in Lyss bekämpfen. Wie gesagt, gehe ich auch dafür auf die Strasse. Aber ich bin, wie gesagt, nicht bereit «öpper anderem dr Schnägg i Sack z stoosse». Deshalb lehne ich diese Motion ab.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ich muss in der Geschichte ein bisschen zurückblenden, denn bisweilen sind die Erinnerungsvermögen unterschiedlich (*Hilarité*). Erinnern Sie sich daran, was 2013/2014 in diesem Land gefordert wurde? Asylsuchende sollen in Waffenplätzen, für die die Armee keine Verwendung mehr hat, untergebracht werden. Es ist ein Zufall, dass Lyss einen Waffenplatz hat, den die Armee nicht mehr benötigt. Es ist nicht so, dass irgendjemand es auf die Gemeinde Lyss abgesehen hätte. Das ist in keiner Art und Weise so. Das ist der eine Teil der Geschichte. Der zweite ist Folgender: Das Volk hat die Revision des eidgenössischen Asylgesetzes angenommen. Diese sieht vor, dass künftig Asylsuchende in Bundeszentren aufgenommen werden und innert 100 Tagen ein Entscheid herbeigeführt wird. Zu diesem Zweck wurde die Schweiz in sechs Asylregionen aufgeteilt. Die beiden grössten Kantone Bern und Zürich bilden für sich eine Asylregion, die anderen Asylregionen bestehen aus mehreren Kantonen. Ziel des Bundes ist nach wie vor, im Jahr 2019 die Revision des Asylgesetzes mit diesen Bundeszentren zu starten. Der Kanton Bern hat dem Bund zwei Bundeszentren gemeldet, das Zieglerspital in Bern und das Zentrum bei Lyss. Die Stadt Bern hat allerdings gewünscht, das Zentrum im Zieglerspital auf acht Jahre, also bis Ende 2023 zu befristen. Hierzu eine Klammerbemerkung: Wer kennt schon die Situation im Asylbereich in den Jahren 2020, 2021, 2022 oder 2023? Wer kennt schon die Pläne der Stadt Bern für das Zieglerspital zu diesem Zeitpunkt? – On verra. Tatsache ist einfach, dass sich eines der beiden Bundeszentren, die der Kanton Bern anbieten muss, in der Stadt Bern und das andere in Kappelen bei Lyss befindet. Dabei handelt es sich um die Umwandlung des bisherigen Durchgangszentrums des Kantons Bern auf dem Gemeindegebiet von Kappelen in ein Bundeszentrum. Der Gemeinderat von Kappelen hat dies gutgeheissen und auch Lyss hat dem zugestimmt. Das heisst also, wir haben zwei Standorte: Einen Standort bei Kappelen Lyss/Lyss. Ich sage das absichtlich so, denn mir ist auch klar, dass Lyss selbstverständlich tangiert ist davon, auch wenn sich das Zentrum auf dem Gemeindegebiet von Kappelen befindet. Das andere befindet sich in der Stadt Bern. Diese beiden stellen zusammen die 630 Plätze zur Verfügung, die wir anbieten müssen. Und es ist natürlich klar: In Zusammenhang mit der Befristung des Zieglerspitals macht sich das SEM zusammen mit der POM Gedanken darüber, wie mit der Situation umgegangen werden soll, wenn im Jahr 2023 allenfalls das Zieglerspital nicht mehr zur Verfügung steht. Wir sind daran zu prüfen, wo ein entsprechendes Folge-Bundesasylzentrum eingerichtet werden könnte.

Wir waren nie der Meinung, dass sich der Waffenplatz in Lyss für ein zweites Bundeszentrum im Kanton Bern eignet, damit wir dann zwei am gleichen Standort haben. Das ist nicht die Idee. Aber erinnern Sie sich bitte an das, was sich eingangs gesagt habe: Der Bund gab den Sachplan Asyl in die Vernehmlassung, in dem sehr viele Waffenplätze in der ganzen Schweiz aufgeführt sind, die von der Armee nicht mehr gebraucht werden, weil diese bekanntlich eine deutliche Reduktion erfahren hat. In Zusammenhang mit der Vernehmlassung und der Frage, was mit dem Waffenplatz in Lyss geschehen soll, also ob er in den Sachplan Asyl aufgenommen werden soll, hat die Berner Regierung klar entschieden, dass der Waffenplatz Lyss nicht in den Sachplan Asyl aufgenommen werden soll. Unsere Position wurde vom SEM gehört und es hatte natürlich keine Freude, aber die Nachricht ist dort angekommen und der Waffenplatz Lyss wird nicht in den Sachplan Asyl aufgenommen. Die Antworten auf die beiden Motionen sind vor diesem Hintergrund zu verstehen. Wenn es im drittletzten Satz der Antwort heisst: «Der Regierungsrat setzt deshalb auf ein grösseres Zentrum in der Gemeinde Kappelen und nicht auf einen bisher nicht in Betracht gezogenen Standort» bedeutet das den Ausbau des kantonalen Durchgangszentrums in ein Bundeszentrum in Kappelen bei Lyss.

Ich habe die Zusammenhänge jetzt noch einmal in aller Deutlichkeit dargelegt und aufgezeigt, welche Verpflichtungen der Kanton Bern gegenüber dem Bund als Partner hat, also die Bereitstellung von zwei Bundesasylzentren, und was er angesichts dieser Verpflichtung dem Bund zur Verfügung gestellt hat, in Übereinstimmung mit den Standortgemeinden Stadt Bern, Kappelen und Lyss.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Zu Handys äussere ich mich nicht, das kann sich jeder selber denken. Und Fritz Ruchti möchte ich sagen, dass er den falschen Bundesrat zitiert hat, aber kommen wir jetzt auf den Inhalt zu sprechen: Ruchti, Schneider, Gnägi haben mit der Bevölkerung von Lyss argumentiert. Ich bin auch ein Lysser, ich wohne schon seit 32 Jahren in Lyss und ich ängstige mich nicht. Und unsere Fraktion in Lyss hat es einstimmig angenommen. Wenn die Situation stimmt, kann man das so machen. Und was auch richtig ist: Es muss dann wirklich auch stimmen. Es ist ganz klar, die Situation hinten in Kappelen ist nicht so, dass man dort die Leute beherbergen könnte. Es bräuchte dann wirklich noch einen qualitativen Ausbau, sonst funktioniert es schlicht nicht. Dann noch zur Frage, ob ich meine Motion abschreiben möchte. Vielen Dank für die grosse Unterstützung. So wie ich es ausgerechnet habe, wäre sie angenommen worden, auch wenn wir die Abschreibung bestritten hätten. So, wie ich jetzt Herrn Regierungsrat Käser verstanden habe, wird es kein zweites Zentrum geben. Somit will ich nicht etwas festnageln, was nicht nötig ist und bestreite die Abschreibung nicht.

Margrit Junker Burkhard, Lyss (PS). Vielen Dank, Herr Regierungsrat, für Ihre Ausführungen. Aufgrund dieser Ausführungen haben ich und meine Mitmotionärin die Wandlung in ein Postulat beschlossen und wir hoffen sehr, dass ein Postulat mehrheitlich gestützt wird. Wir danken Ihnen auf jeden Fall für Ihre Unterstützung.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Kollega Rudin, du kannst dann im Protokoll lesen, dass ich keinen Namen genannt habe. Ich sprach nur von einem Bundesrat, der gesagt hat «Freude herrscht» und im Volk verwurzelt ist.

La présidente. Und da fühlt sich noch jemand persönlich angegriffen.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Nein, ich komme nicht ans Mikrofon, weil ich mich persönlich angegriffen fühle. Dafür braucht es etwas mehr.

La présidente. Warum stehen Sie denn jetzt nochmals vorne?

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Weil ich Fraktionssprecher bin und einen Antrag stelle. Wir sind froh, wenn der Vorstoss Junker in ein Postulat gewandelt wird, damit können wir leben. Aber ich beantrage, dass wir das Postulat Junker, wenn es angenommen würde, gleichzeitig abschreiben. Das ist mein Antrag und deshalb stehe ich hier.

La présidente. Das ist eine neue Reihenfolge. Möchte noch eine andere Fraktion einen Antrag stellen? Eigentlich haben wir diese Runde vorhin abgeschlossen. Sein Antrag lautet, bei der Motion Traktandum 44 zusätzlich eine Abstimmung auf Abschreibung durchzuführen. Ich sehe keine weite-

ren Sprecher mehr, also kommen wir zur Abstimmung. Zuerst stimmen wir über Geschäft 2017.RRGR.237, die Motion 100-2017 Rudin ab; zuerst über die Motion und dann über deren Abschreibung. Wer die Motion annimmt, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (affaire 2017.RRGR.237, motion 100-2017, Rudin, Lyss (pvl))

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 138

Non 1

Abstentions 3

La présidente. Sie haben die Motion angenommen. Wir kommen zur Abschreibung. Wer der Abschreibung dieser Motion zustimmt, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (affaire 2017.RRGR.237, motion 100-2017, Rudin, Lyss (pvl), classement)

Décision du Grand Conseil:

Adoption du classement

Oui 93

Non 45

Abstentions 2

La présidente. Sie haben die Motion abgeschrieben. Jetzt kommen wir zu Traktandum 44. Die Motion wurde in ein Postulat gewandelt und es wurde vorhin noch der Antrag gestellt, dass bei Annahme des Postulats über dessen Abschreibung abgestimmt werden soll. Wer diesen Vorstoss als Postulat annimmt stimmt ja, wer das ablehnt stimmt nein.

Vote (affaire 2017.RRGR.333, motion 115-2017, Junker Burkhard, Lyss (PS), adoption de la motion sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Adoption sous forme de postulat

Oui 93

Non 49

Abstentions 1

La présidente. Sie haben das Postulat angenommen. Jetzt kommen wir zum Antrag FDP, zur Abschreibung. Wer der Abschreibung zustimmt, stimmt ja, wer sie ablehnt stimmt nein.

Vote (affaire 2017.RRGR.333, motion 115-2017, Junker Burkhard, Lyss (PS), adoptée sous forme de postulat, classement)

Décision du Grand Conseil:

Adoption du classement

Oui 83

Non 55

Abstentions 3

La présidente. Sie haben das Postulat abgeschrieben.

